

**Le Président Xi Jinping l'a déclaré à plusieurs reprises, le retour de Taïwan dans le giron de la République populaire de Chine (RPC) est un de ses objectifs prioritaires. Dans l'idéal, ce « retour » devrait survenir avant que ne soit célébré le centenaire de la RPC, en 2049. Longtemps, l'option militaire a semblé purement rhétorique, comme une ligne rouge qui aurait sanctionné une déclaration d'indépendance inadmissible, mais dont les dirigeants taiwanais ne voulaient pas. Jusqu'à une date récente, l'Armée Populaire de Libération (APL) n'avait objectivement pas les moyens nécessaires à une invasion de l'île et le soutien américain ne faisait guère de doute en cas de conflit. En 1995-96, pendant la « troisième crise des détroits », les États-Unis avaient démontré qu'avec l'engagement — somme toute modeste — de deux de leurs porte-avions dans le détroit de Taïwan, ils pouvaient bloquer toute tentative face à l'intégralité des forces conventionnelles chinoises.**

Ces dernières années, la situation change : la prodigieuse expansion des forces militaires chinoises depuis l'an 2000, que cela soit sur le plan quantitatif mais surtout qualitatif, la polarisation des relations internationales et l'arrêt de la vieille politique du « profil bas » prônée par Deng Xiaoping semblent rendre plus « plausible » l'idée d'une réunification par la force. Le pays s'éloigne ainsi de sa stratégie d'isolement diplomatique de Taïwan combiné à une « bienveillance de voisinage ». Il s'agissait à la fois de priver Taïwan de tous les attributs de l'exercice de la souveraineté sur le plan des relations internationales, tout en offrant le visage d'une Chine puissante et bienveillante envers les populations taiwanaises, sur fond de boom économique partagé. Le retour d'Hong-Kong et le « sas » prolongé que devait constituer le mécanisme « un pays, deux systèmes » était censé servir de preuve par la pratique de l'intérêt pour les Taïwanais de renouer avec le continent de manière volontaire et pacifique. La rigidification du pouvoir Chinois dans l'ancienne possession britannique est autant une cause qu'une conséquence de la nouvelle politique d'affirmation de puissance. Elle concourt clairement, du point de vue taiwanais, à faire de la réunification un repoussoir et à donner du poids aux craintes d'invasion, tout comme l'assertion des forces militaires chinoises dans les approches maritimes et aériennes, qui va crescendo.

Cette idée d'une invasion de Taïwan par les forces de la RPC est régulièrement agitée par les commentateurs comme une possibilité bien réelle, sur la base d'une analyse des rapports de force qui se limite le plus souvent à un « comptage » des effectifs, associé dans le meilleur des cas à une évaluation des capacités amphibies ou balistiques de l'APL. Or, sans être dénuées d'intérêts, ces deux modes d'évaluation ne constituent qu'une petite partie des contraintes qui pèsent sur l'idée d'une(re)conquête de l'île par Pékin. L'objet de ce court article est d'évoquer une liste non exhaustive de ces contraintes et d'envisager leur traduction en termes de planification opérationnelle. L'axe central consiste non pas à se demander si Pékin dispose de la « force brute suffisante » pour « envahir » — c'est certainement le cas — mais bien d'évaluer la capacité de la RPC à forcer une réunification qui soit acceptable sur le plan local, national et international, avec un coût humain et économique supportable, et ce sans ignorer les contraintes opérationnelles, notamment logistiques, qui pèsent sur une telle opération. On verra que l'exercice relève pour l'heure d'une forme de quadrature du cercle et que la voie, si elle existe, est sans doute beaucoup plus étroite et périlleuse qu'une simple « comparaison des forces » ne le suggère.

## Premier problème : quelle signification donner au mot « *conquête* » au XXI<sup>e</sup> siècle ?

La première contrainte qui pèse sur la réunification tient aux fondements mêmes de sa justification : Taïwan est supposée être une « *province rebelle* » qu'il convient de ramener dans le giron de la « *mère patrie* ». Il ne s'agit pas d'un adversaire à écraser, d'une terre irrédente à libérer d'un occupant présumé illégitime ou d'un *lebensraum* vers lequel s'étendre en déportant sa population. Par définition, Taïwan fait, dans l'esprit des dirigeants de Pékin, pleinement partie de la Chine. Il ne saurait donc être question de « *vaincre* » l'île, mais plutôt de soumettre les dirigeants qui refusent l'évidence, dans le respect de la population « *authentiquement chinoise* » (même si ce point tend à être de plus en plus contestable).

Tout comportement « *conquérant* » qui aboutirait à la destruction d'une partie de l'île, à des souffrances infligées aux populations locales et à un usage immodéré de la violence ne serait pas seulement constitutif de graves violations du droit international humanitaire : il s'agirait d'une démonstration flagrante que la RPC ne considère pas Taïwan comme « *partie d'elle-même* », mais comme un simple territoire à prendre, niant les droits les plus élémentaires de sa population. Cela provoquerait intérieurement des troubles, sur l'île mais aussi dans les zones de minorités sur le continent, tout en aidant à justifier des ingérences « *étrangères* » et en ruinant l'image du pays à l'étranger.

La conséquence opérationnelle de cette situation est que les règles d'engagement des forces de la RPC seraient très contraintes en cas d'attaque directe sur l'île : il est inenvisageable pour Pékin de déclencher un rouleau compresseur militaire et de faire manœuvrer ses troupes d'invasion sur un tapis de bombes et d'obus. La nature très urbanisée de l'île dans sa partie occidentale rend donc toute progression très périlleuse. Par définition, il n'y a pas beaucoup de possibilité de fuite pour la population civile dans un espace insulaire, même si on peut penser qu'une partie des habitants de la plaine occidentale tenteraient de trouver refuge à l'Est, compliquant encore un peu plus les manœuvres militaires par leur présence. La population civile taïwanaise étant coincée sur l'île, elle ne pourrait échapper aux combats. Or, à l'ère des satellites et des chaînes d'information en continu, il faudrait un brouillage très « *étanche* » pour cacher au monde — temporairement — des exactions (volontaires ou non) qui seraient, sur le long terme, contreproductives. Il faudrait donc si possible « *soumettre sans conquérir* » (et en limitant les dommages collatéraux).

Sur l'île elle-même, plus le temps passe et plus l'idée même de « *rejoindre le corps social* » du continent s'éloigne. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'une question d'idéologie liée au système politique, mais plutôt de la résultante d'une divergence prolongée des modes de vie. Les réformes menées par le président Lee Teng-Hui dans le sillage de la « *révolution pacifique* » du mouvement des lys sauvages de 1990 ont permis le développement d'une démocratie vivante et en pleine maturation. Même si les descendants des deux millions de continentaux arrivés entre 1946 et 1949 tiennent encore une place disproportionnée dans le gouvernement

de Taïwan, chaque année qui passe voit leur « *dilution* » plus poussée dans une population qui a développé pendant plus de 70 ans une culture spécifique, ouverte sur le monde et appuyée sur des aspirations de plus en plus démocratiques. L'indépendance gagne inéluctablement les cœurs et cette dérive est pour Pékin à la fois un défi et un danger.

On comprend donc que plus le temps passe et plus la soumission de la population taiwanaise serait compliquée ; plus l'usage massif de la force serait délicat et contreproductif sur le plan interne. Or avec une population quatre fois supérieure à celle de Hong Kong sur un territoire 36 fois plus grand, l'île est « *un gros morceau* » à pacifier. Et ce, sans compter les risques de perte de « *stature* » sur le plan international et les impacts économiques.

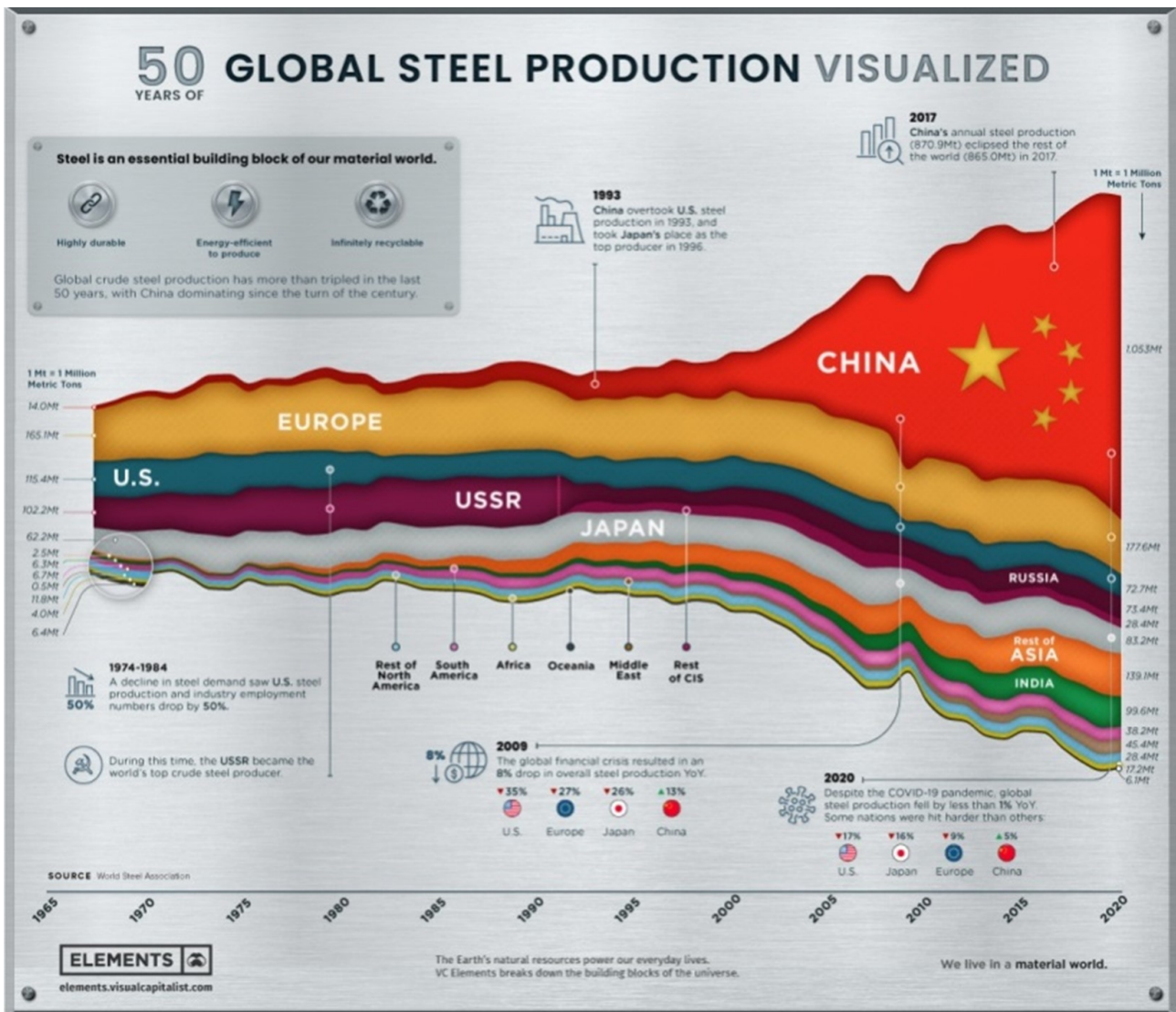
## **Deuxième problème : comment ne pas mettre en danger l'image de la Chine (et son économie) ?**

L'assertivité récente des dirigeants chinois, manifestée notamment par la méthode des « *loups combattants* » pendant la pandémie de Covid-19, a surpris les commentateurs. Pas tellement sur le fond, mais plutôt sur sa temporalité. Il semble que, pour des raisons qui sont sans doute liées à un mauvais calcul stratégique, une certaine impatience des dirigeants chinois les a poussés à « *sortir du bois* » un peu précocement. Cette affirmation a joué un rôle indéniablement contre-productif pour l'image de la Chine sur la scène internationale, en renforçant notamment le consensus bipartisan à Washington qui fait de la RPC le principal « *rival stratégique* » des États-Unis et en donnant du poids aux arguments occidentaux qui commencent à faire de la construction d'une « *grande alliance de contournement* » un objectif primordial de la décennie à venir dans la zone « *Indopacifique* », concept géographique peu évoqué avant 2010 et qui permet de rallier l'Inde au dispositif américain historiquement centré sur le Japon et la Corée du Sud.

En matière d'affirmation de puissance, la Chine avance sur une corde raide. D'une part, le régime ne peut ignorer que ses caractéristiques politiques intrinsèques — un parti unique sans contrôle démocratique — le rendent vulnérable aux accusations de dictature de la part des démocraties. La parade semble être liée à l'affirmation d'une plus grande « *rationalité* » et « *efficacité* » du régime chinois, comme l'aurait démontré le premier stade de la pandémie. Mais cette méthode a ses limites et les succès rapides de l'administration Biden en matière de vaccination ou de redémarrage économique permettent aux États-Unis de construire un narratif qui explique leurs difficultés par la seule personnalité de Donald Trump, victime expiatoire des problèmes de fond de l'Amérique du nord. Récit contre récit, la position chinoise reste fragile et l'image donnée par le pays à Hong Kong n'est bonne ni sur le plan intérieur ni sur le plan mondial.

D'autre part, surtout, la Chine a besoin du monde autant que le monde a besoin de la Chine et l'affirmation économique de sa puissance ne peut se faire, pour l'heure, en tournant le dos à la mondialisation. Si le pays produit 50 % de l'acier mondial (*voir graphique ci-dessous*), il

importe les deux tiers de son minerai de fer et est devenu importateur net de pétrole. Même en disposant de ressources locales importantes, la Chine est, comme l'Europe, totalement dépendante de ses importations. Les récentes pénuries d'électricité en partie liées aux moindres importations de charbon australien confirment encore ce constat : dans le monde, seuls les États-Unis pourraient encore se permettre de faire « cavalier seul » sur leur continent (avec leur zone d'influence proche).



Atelier du monde, la Chine a un besoin vital d'exporter pour maintenir son activité économique. Même si le marché intérieur, en plein développement, est garant à moyen terme d'une solidité économique, le pays est encore dépendant du bon fonctionnement des flux du commerce mondial. Pour l'heure, le « couplage » des économies de la Chine, de l'Europe et des États-Unis est très fort et les rodomontades américaines de l'administration précédente n'ont pas entamé les formidable flux d'échanges. La tendance, toutefois, pourrait s'inverser. Vue de Pékin, et pour au moins encore vingt ou trente ans, il faut éviter deux choses : d'une part des opérations

militaires prolongées qui, par leur impact sur les zones maritimes, gêneraient le commerce mondial et d'autre part un ostracisme de la communauté internationale emballé par des images désastreuses d'un comportement conquérant et irrespectueux du droit humanitaire, qui entrainerait sanctions de la part de l'Union européenne et des États-Unis et formation d'un « bloc » antichinois en Asie, véritable ceinture d'ennuis corsetant la Chine sur ses façades maritimes.

Malgré la capacité du pays de paralyser le Conseil de Sécurité des Nations en usant de son droit de veto au motif qu'il s'agirait d'une « affaire interne au pays » et de sa politique de clientélisme vis-à-vis des « petits » pays, l'exercice diplomatique qui consisterait à faire admettre la conquête de l'île serait d'autant plus compliqué que les opérations militaires seraient violentes, prolongées et visibles. Paradoxalement, la situation de relatif isolement de la Chine pendant les années 1949-2000 rendait l'idée d'une conquête plus facile à gérer sur le plan diplomatique. En 2021, le meilleur scénario serait celui d'un « fait accompli » de quelques jours, « presque » sans effusion de sang.

Cette contrainte de prise en compte de la place de la Chine dans le commerce mondial et les relations internationales rejoint donc la première : dans un cas comme dans l'autre, Taïwan doit « tomber » à la fois « vite » et « sans douleur », ce qui est souvent antinomique sur le plan militaire et implique un ciblage extrêmement serré de l'usage de la force.

## **Troisième problème : un adversaire « dos au mur » avec une « relation spéciale »**

Le troisième problème est lié à la nature de la posture de défense des forces taiwanaises. Il ne s'agit pas pour elles de tenir une province d'une partie de territoire, avec la possibilité de manœuvrer face à un adversaire. Dans ce cas, l'attaquant peut espérer faire reculer le défenseur, l'isoler, le vaincre ou le contraindre à abandonner le territoire convoité. Or, par définition, les forces de défense de l'île n'ont aucune profondeur stratégique derrière elles et leurs opérations consisteraient à défendre, rue par rue, maison par maison, chaque pouce de territoire taiwanais, pour lui-même, sans espoir de fuite ou d'évacuation. La population, comme on l'a dit, n'a aucun espoir d'évasion, les côtes proches étant celles de la RPC.

Il ne peut pas être question non plus pour Taiwan de porter la guerre sur le territoire adverse pour renverser le cours des choses. En dehors de quelques frappes limitées sur les zones continentales proches et d'attaques sur le trafic maritime, Taiwan est dans une position totalement « asymétrique » pour reprendre un mot en vogue. Les missiles *Yun Feng* dont dispose l'île et qui, dans leur version améliorée, pourraient atteindre Pékin ne représentent qu'une capacité symbolique de frappe : 20 missiles conventionnels ne représentent rien en termes de potentiel de destruction. L'usage récent, sans effet utile, des missiles balistiques par l'Arménie pour frapper l'Azerbaïdjan pendant le conflit autour du Karabakh a montré les limites de la « menace » que représente un petit parc de missiles conventionnels, même à longue

portée.

Cette situation « *dos au mur* » et sans échappatoire, à devoir défendre un espace urbain sans esprit de recul complique la tâche des défenseurs, mais aussi (surtout) celle des attaquants qui, comme on l'a dit, ne pourraient pas avoir recours à une puissance de feu trop importante et à des zones d'effet trop larges. Toutefois, la résistance de l'armée taïwanaise, sur le plan politique serait sans doute conditionnée à la possibilité d'une intervention américaine, seule à même de « *sauver* » l'île. En cas de défection de l'allié américain, les combats pourraient cesser très rapidement, à l'image d'une armée afghane qui a largement déposé les armes sans combattre une fois qu'il a été clair que les Américains « *partaient* ».

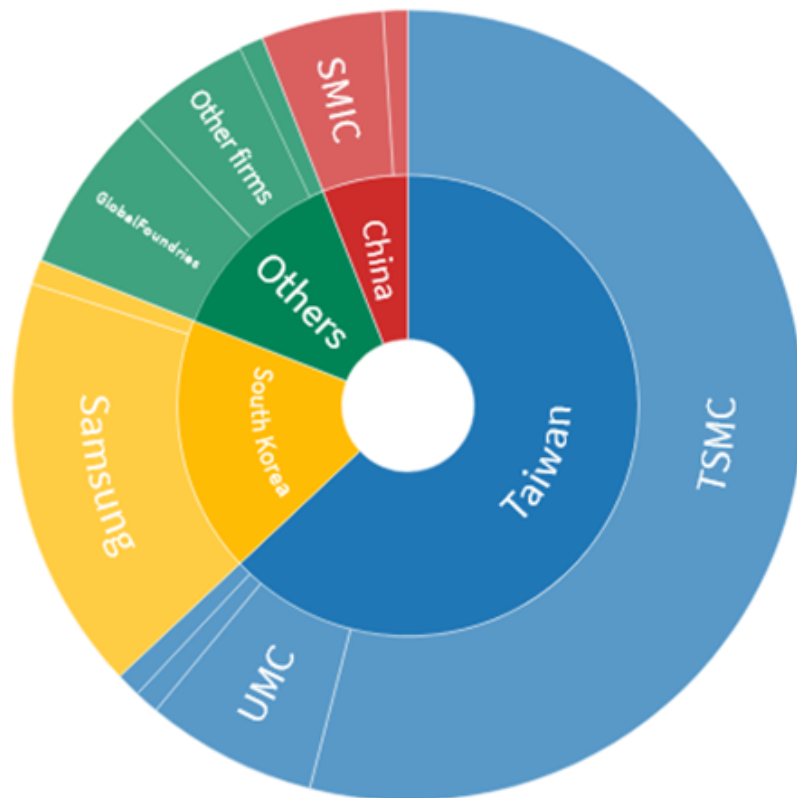
À ce titre, il faut reconnaître une certaine sagesse aux dirigeants taiwanais qui ne se sont pas contentés de dormir sur les promesses d'intervention américaine. Taïwan, outre ses forces armées, a construit une « *relation spéciale* » avec les États-Unis, à l'image de celle qui liait le Royaume-Uni à Washington jusqu'aux années 2010 (et un peu moins maintenant). La mise en avant de liens culturels, politiques, académiques et interpersonnels forts tend à éclipser la réalité de sous-jacents cruciaux. Outre sa position de « *sentinelle* » face à la RPC, Taïwan s'est notamment taillé une place dominante dans le domaine crucial de la fonderie des semi-conducteurs, nouant des liens cruciaux avec l'industrie américaine.

La petite île détient environ les deux tiers des capacités de production mondiales de « *wafers* », les galettes de silicone monocristallin qui sont à la base de toutes les puces électroniques. Le géant national TSMC à lui seul pèse 54 % du marché mondial, contre 17 % pour le second, le sud-coréen Samsung et 5 % pour le Chinois SMIC. Or il s'agit d'un sujet absolument critique au XXI<sup>e</sup> siècle, mais pour lequel la Chine peine à être pleinement autonome, surtout dans les domaines les plus en pointe. La pénurie actuelle de semi-conducteurs, qui ralenti la reprise de l'ensemble du tissu industriel (et pas seulement de l'automobile) illustre l'importance de Taïwan. Si l'administration Biden s'est engagée auprès de son allié pour la localisation de fonderies sur le sol américain, la position de Taiwan ne devrait pas être remise en cause à brève échéance : les deux projets d'usines à 10 milliards de dollars chacune en Arizona ne produiront pas avant 2030-35.

TSMC est en outre, avec Samsung, une des seules entreprises à maîtriser la fonderie des puces de dernière génération, de moins de 5 nanomètres, indispensables pour le développement des dernières générations d'appareils mobiles. Une grande partie de la production est transformée dans les usines Foxconn (à Taïwan ou en Chine continentale), pour répondre à la demande des géants américains du numérique : les GAFAM ont un besoin impérieux d'une industrie taïwanaise qui « *fonctionne sans à-coups* ». Dans le partage des tâches de cette relation spéciale, les Américains concentrent la conception des puces et des matériels en amont et la production en aval. Taïwan est au cœur de la chaîne de valeur, avec la fonderie et la production de wafers. Un partage qui rendent notamment les forces armées américaines dépendantes de l'île et donc fortement intéressées à sa défense.

## Semiconductor contract manufacturers by market share

Total foundry revenue stood at \$85.13 billion in 2020



SOURCE: TrendForce (March 2021)



Made with Flourish

Pour la RPC, cela signifie, là encore, que tout conflit devrait à la fois être bref, pour ne pas gêner le flux de l'économie mondiale, mais aussi limité dans ses destructions, pour préserver à tout prix les coûteuses unités de production taïwanaises. Qui sait quelle puissance pourrait considérer que les fonderies de TSMC font, *de facto*, partie de ses « intérêts vitaux », avec ce que cela suppose en termes de dissuasion ?

Paradoxalement, la constitution inévitable de stocks qui suivra la pénurie actuelle et la relocalisation probable de quelques capacités de production en Europe et en Amérique du Nord sont des mouvements de nature à « aider » Pékin contre Taïwan, même si les équilibres

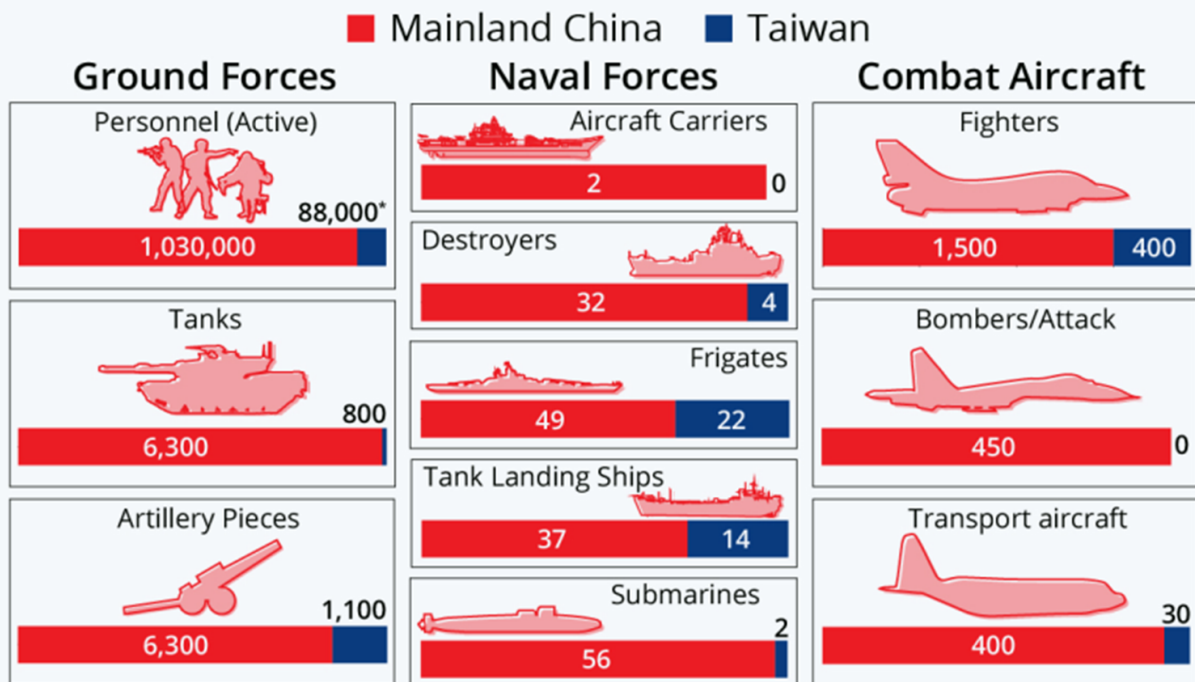
mondiaux, résultat de trente ans d'effort, ne s'inverseront pas avant dix ou vingt ans au mieux.

Dans tous les cas, pour revenir au problème de la province « *dos au mur* », il importe pour la RPC de tout faire pour éviter une intervention américaine. Cela signifie clairement « *faire peur* » mais aussi, « *aller vite* ». Il faut que l'administration américaine soit confrontée à un dilemme stratégique soudain dont la résolution devra prendre suffisamment de temps pour que les opérations chinoises soient achevées et le fait réunificateur accompli avant qu'une décision d'intervention ne crée une escalade irrémédiable. Cela suppose de dissuader les États-Unis (et leurs alliés proches), mais *sans les frapper*. Toute confrontation directe et précoce avec les forces chinoises pourrait ainsi se solder, *surtout* en cas de victoire chinoise, par un « *syndrome Pearl Harbor* » par lequel les États-Unis entreraient non plus dans une « *rivalité stratégique* », mais dans une logique de « *conflit destructeur* », ce qui est tout sauf l'objectif recherché. Parce que, au final, Taïwan ce ne sont « *que* » 24 millions d'habitants et un PIB somme toute modeste. C'est une question de prestige, immense, cruciale, mais *ce n'est pas une question de vie ou de mort* pour la Chine.

En aparté, il faut néanmoins souligner le caractère stratégique intrinsèque de Taïwan pour la dissuasion chinoise. Le développement de la flotte de SNLE de la RPC est entravé par la difficulté à atteindre rapidement des grands fonds. Or, c'est ce que permettrait la possession de Taïwan : la dilution très rapide des SNLE chinois dans le grand large, le plateau océanique était situé très près des côtes taiwanaises. Les risques et difficultés associées aux patrouilles de SNLE expliquent sans doute en partie la récente mise en chantier des silos de missiles fixes par Pékin.

# The Military Imbalance In The Taiwan Strait

Military forces of mainland China and Taiwan in comparison (2020)



\* Counts only active-duty troops

Source: U.S. Department Of Defense



statista

## Éléments de réflexion sur la planification opérationnelle chinoise

Les trois contraintes qui viennent d'être évoquées sont étroitement liées : une île et sa population à « soumettre sans détruire », une image de la Chine à « préserver » pour son positionnement diplomatique et économique dans la mondialisation et un adversaire « dos au mur et soutenu par les États-Unis pour des raisons économiques impérieuses ». Elles doivent

peser de tout leur poids dans l'équation de planification opérationnelle chinoise.

Schématiquement, on peut envisager trois types d'opérations pour soumettre l'île : le blocus prolongé de type « *plan Anaconda* », la grande invasion de type « *Overlord* » et l'opération éclair politico-militaire de type « *prise de Prague en 1968* ». On verra que seule cette dernière option semble offrir une voie possible d'action pour Pékin, loin de l'anticipation du « *grand conflit majeur en Asie* ».



## La supériorité militaire et ses limites : le casse-tête amphibie et logistique

La prise en compte du rapport de force général est indispensable, même celui-ci doit être manié avec précaution. Sur le papier, la RPC dispose maintenant d'un avantage sans appel face à Taïwan, et qui dépasse largement le ratio de « 3 contre 1 » qui reste, depuis les équations de Lanchester, l'approximation d'une supériorité écrasante permettant une victoire sans appel.

Toutefois, ce rapport de force doit être fortement relativisé par l'ampleur du défi opérationnel et surtout logistique que représente une opération amphibie de grande ampleur.

L'île est un « *gros morceau* » sur le plan militaire : défendue par plus de 150 000 hommes et 1 500 000 réservistes, dont les deux-tiers de troupes au sol, elle compte 24 millions d'habitants répartis les zones urbaines très denses d'un petit tiers de l'île, mais aussi des installations militaires dispersées dans un terrain difficile sur les deux tiers restants, à l'Est. La comparaison avec les opérations amphibies récentes de type « *Malouines 1982* » n'a donc que peu d'intérêt. Les opérations de conquête ou de reconquête menées exclusivement depuis la mer ont été rares à l'ère industrielle. Même si les opérations américaines dans l'océan Pacifique pendant la Seconde Guerre mondiale ont été nombreuses, elles n'impliquaient que rarement des manœuvres prolongées sur un territoire substantiel une fois les plages dépassées.

On peut retenir principalement six opérations à une époque récente qui peuvent servir d'exemple : la prise des Philippines par le Japon en 1941-42, la prise de la Malaisie et de Singapour par le Japon en 1941-42, le débarquement en Normandie du 06 juin 1944, la reprise des Philippines par les Américains en septembre 1944, l'invasion d'Okinawa en avril 1945 et la phase défensive de la guerre de Corée autour de Pusan associée au débarquement d'Incheon en septembre 1950. Dans tous les cas, il s'agissait d'amener depuis la mer une force substantielle de plus de 50 000 hommes, pour des opérations prolongées impliquant des manœuvres combinées de forces terrestres jusqu'à une distance éloignée des plages, avec un ravitaillement totalement dépendant des forces navales et aériennes, et face à un adversaire fort et résolu (raison pour laquelle on peut exclure la conquête de Java en 1942). Les exemples des Philippines et d'Okinawa illustrent en outre, du point de vue du défenseur, la position insulaire de grande taille, combinant zones urbaines et terrain difficile, coupée de tout ravitaillement et qui « *espère* » un renfort naval et aérien ami à plus ou moins brève échéance. Une position qui implique donc de la part de l'attaquant à la fois l'établissement d'une domination navale et aérienne pendant la phase amphibie, mais aussi le maintien durable d'une supériorité dans les approches maritimes pour rendre « *étanche* » la zone d'opérations et participer à l'hypoxie logistique et à l'érosion morale du défenseur. Le réexamen en profondeur des deux campagnes des Philippines serait d'ailleurs sans doute un précieux *retex* historique pour mieux penser les enjeux indopacifiques actuels.

Une fois ce cadre de contraintes posées, on comprend que l'examen des capacités numériques « *brutes* » de l'APL n'a que peu d'intérêt, dans la mesure où la zone maritime constitue un sas qui empêche de tirer pleinement partie de l'écrasante supériorité terrestre continentale. Cette situation, qui permit la survie du Guomindang en 1949, constitue *toujours* un terrible défi logistique. Selon les conditions politico-militaires évoquées plus haut, le défi sera plus ou moins redoutable : une attaque « *soudaine* » de la RPC ne laisserait pas le temps à Taiwan de disperser ses moyens militaires et de mobiliser ses réservistes. L'arrivée sur l'île serait plus simple. Mais ce temps gagné au sol manquerait pour la sécurisation des approches maritimes et la concentration des forces d'invasion. Il y a une équation, implacable : en matière d'invasion amphibie et aéromobile, on peut frapper « *vite ou fort* », mais pas les deux.

Sur le plan pratique, l'organisation d'une invasion depuis la mer suppose deux phases générales pour la mise au sol d'un corps expéditionnaire : une phase initiale, l'assaut amphibie et aéromobile, permet la constitution d'une ou plusieurs « *têtes de pont* » qui doivent aboutir rapidement à la capture ou à la création d'installations portuaires. Cette phase est précédée d'une « *entrée* » en théâtre plus ou moins longue, destinée à assurer, au moins pour la durée

du débarquement, une domination significative (sinon une maîtrise totale) des milieux aériens, de surface et sous-marins dans la zone d'opération. Il s'agit d'une introduction courte et intimement liée à la phase d'assaut, car son prolongement induit un risque de perte de la surprise stratégique. La phase initiale d'assaut doit permettre, par son succès, d'ouvrir la deuxième phase, celle du débarquement d'unités de manœuvre plus « classiques », divisions mécanisées et blindées, associées à des forces de soutien et de sécurité et à des forces aériennes basées sur la tête de pont.

L'articulation entre les deux phases est un moment beaucoup plus critique que la phase initiale. Par une combinaison de concentration de forces et de surprise, l'attaquant arrive presque toujours à obtenir une supériorité locale suffisante pour « réussir » son débarquement. Les cas de débarquements « repoussés sur les plages » ont été tout à fait rares à l'époque moderne et n'ont concerné que des opérations mineures et dépendantes de moyens chichement comptés et sans redondances, comme l'échec initial de l'assaut japonais en décembre 1941 sur l'île de Wake ou certaines opérations du Dodécaneèse en 1943. Toutes les « grandes opérations amphibies » ont réussi au moins « sur les plages », même si l'exemple d'Omaha beach a montré que le coût peut-être élevé<sup>[1]</sup>. La grande difficulté de la manœuvre expéditionnaire consiste à parvenir, avec les forces d'assaut, à étendre la tête de pont, donc à s'éloigner de la zone littorale d'appui naval, tout en renforçant la vague d'assaut plus vite que le défenseur ne concentre des forces de contre-attaque. Cette profondeur à acquérir est indispensable pour diminuer la vulnérabilité des échelons de la force aux feux adverses et pour déployer les échelons de soutien, de commandement et de ravitaillement. La capture ou la création de zones portuaires et d'aérodromes prend du temps, et là se situe la grande vulnérabilité logistique de la force d'invasion, encore fragile et exposée à des contre-attaques adverses qui bénéficient, elles, de lignes intérieures (terrestres, mais aussi aériennes, voire navales) de ravitaillement et de transport. C'est cette « tension » qui a été à la source de l'échec, cuisant mais peu discuté, des débarquements anglais dans le Dodécaneèse en automne 1943.

Dans le cas de Taïwan, le format de l'île impose la constitution d'un corps expéditionnaire de grande taille. L'assaut « initial » compterait sans doute parmi les plus grandes opérations amphibies jamais tentées, au niveau des opérations citées plus haut. Au-delà de cette force initiale qui consumerait la quasi-totalité des moyens amphibies et d'assaut aéromobile actuellement disponibles pour l'APL (qui entraîne justement des navires civils — à dessein), l'invasion impliquerait l'envoi d'un corps expéditionnaire composé de divisions de manœuvres, blindées et mécanisées, complétées de divisions d'infanterie d'occupation. Il s'agit d'un exercice potentiellement couteux en temps et en moyens matériels. Là encore, le dilemme « vite ou fort » s'impose : si l'APL souhaite effectuer une opération très rapide, elle ne pourra pas prendre le risque d'effectuer des concentrations de forces prolongées, susceptibles d'être repérées par le renseignement adverse. Le chargement d'une brigade blindée dans des navires de transport pour une opération transatlantique prend environ une semaine à l'US Army qui a une grande expérience du sujet<sup>[2]</sup>. Même en supposant que l'APL parvienne à optimiser de manière plus efficace son chargement, il est peu probable qu'elle parvienne à le faire en moins de cinq jours. Traverser le détroit de Taïwan (à condition qu'il soit sécurisé) prendra une journée supplémentaire aux navires de transport, qui devront alors débarquer les éléments blindés en autant de jours que le chargement (en espérant que les installations portuaires

capturées ou construites soient adéquates). On le voit, le délai *minimum* entre l'arrivée d'une force blindée « *non amphibie* » au port continental proche (Quanzhou par exemple) et l'atteinte de sa « *capacité opérationnelle* » sur l'île ne peut sans doute être ramenée en dessous de dix jours. Ainsi, la 2<sup>e</sup> division blindée américaine commença son embarquement le 4 juin et débarqua en Normandie à partir du 9 juin 1944. Elle commença ses opérations le 13 juin, autour de Carentan, alors même que les parachutistes américains y étaient engagés depuis plusieurs jours et demandaient un soutien blindé urgent<sup>[31]</sup>.

La possibilité d'une traversée par un flux continu sur des navires plus petits existe, mais elle induit une désorganisation significative dans les unités en les faisant arriver par « *petits paquets* » et rend les renforts plus vulnérables et moins efficaces en combat combiné. Cette approche de la noria est surtout utile pour renforcer la phase d'assaut initial sans encombrer les points de débarquement puis, une fois les grandes unités installées, pour assurer le flux de remplacement des matériels et personnels.

Concernant le ravitaillement, il faut garder à l'esprit que les unités modernes doivent disposer pour des opérations offensives soutenues de quantités *très* importantes de munitions, de nourriture et de carburant. Les doctrines de combat combiné prévoient toutes l'usage assez large de feux de « *suppression* », très consommateurs en munitions. En outre, la quasi-totalité du ravitaillement devra arriver par la mer. Bien que cruciaux pendant les premières journées, les apports du transport aérien restent modestes : un appareil de transport moderne emporte une soixantaine de tonnes utiles, un avion de génération ancienne une trentaine. Dans tous les cas, il sera difficile de procéder à plus de deux, parfois trois rotations par 24h, même à faible distance. Même en tablant sur la disponibilité d'une centaine d'appareils (ce qui est loin d'être le cas), la totalité de l'aviation de transport militaire chinoise aurait sans doute du mal à convoier plus de 8 000 tonnes par jour « *de point à point* », et beaucoup moins s'il faut procéder à des largages par parachute.

À titre de comparaison pour évaluer les besoins d'un corps expéditionnaire, une division blindée américaine de 16 000 hommes et 350 chars consommait par jour de combat offensif, en 1991, jusqu'à 5 000 tonnes de munitions, 100 tonnes de nourriture, 2,3 millions de litres de carburant (1800 tonnes) et 1,4 million de litres d'eau (1 400 tonnes), soit *près de 8 300 tonnes de ravitaillement par jour*<sup>[41]</sup>. Rien n'indique qu'un corps expéditionnaire chinois à Taïwan aurait des besoins beaucoup plus réduits. Même si les quantités d'eau consommées seraient sans doute un peu plus faibles, la dépense en munitions pourrait être plus importante en cas de combats très intenses. Une hypothèse de 8 000 tonnes par jour d'opérations intensives et par division n'est donc pas absurde. Il faut souligner l'accroissement très important des besoins logistiques depuis la Seconde Guerre mondiale, notamment lié à la mécanisation, à l'augmentation de la puissance et du poids des véhicules, mais aussi à l'augmentation du calibre des armements et à la cadence de feu accrue. En 1945, le manuel de l'armée américaine indiquait un besoin de 1 600 tonnes par jour pour ravitailler une division (environ 5 fois moins que pendant la Guerre du Golfe). Rien n'indique que la tendance se soit inversée depuis 1991, au contraire.

L'équation de l'invasion de Taïwan est, là encore, fonction de l'intensité et de la vitesse de l'engagement : si l'APL mène une campagne « *éclair* » pour raccourcir la crise, elle ne pourra

pas mettre beaucoup de moyens en ligne et perdra l'avantage de sa supériorité numérique. Mais son flux logistique sera moins tendu. Si elle « *prend son temps* » pour constituer une force d'invasion d'ampleur, elle laisse le temps aux Taïwanais de mobiliser leurs réserves et surtout aux Américains de se décider à intervenir. Face aux 90 000 soldats et 800 chars Taïwanais disponibles au jour « 1 », il semble peu probable que l'APL puisse engager des effectifs inférieurs : l'armée taïwanaise est contrainte par son besoin de défendre des positions éparpillées sur l'île et ses capacités de concentration de forces seront limitées. L'APL peut donc atteindre une supériorité locale forte (plus de 3 contre 1) avec un corps expéditionnaire de force égale, qui permet une rotation minimum des groupes de combat de front, tout en frappant les unités adverses depuis les airs pour gêner leur mouvement, ce qui fut la base de la stratégie alliée en Normandie face aux concentrations blindées allemandes.

Avec un format « *trois divisions blindées et trois mécanisées* », dont 4 des 6 unités seraient engagées en permanence de manière intense, l'APL aurait tout de même besoin d'environ 32 000 tonnes de ravitaillement par jour pour soutenir des opérations offensives, sans compter l'effort logistique de régénération des unités tournant en réserve (de l'ordre de vingt fois inférieur d'après les ratios américains connus — soit tout de même 400 tonnes par jour et par division). Il faudrait également compter avec le ravitaillement des unités aéromobiles et des soutiens organiques déployés sur l'île (batteries de missiles antiaériens, artillerie organique, hélicoptères, etc). *A minima*, 33 000 tonnes par jour semblent un minimum. Encore cela ne constitue-t-il qu'une base plancher. L'hypothèse d'une conquête méthodique de l'île imposerait de disposer de davantage de troupes d'infanterie et donc de ravitaillement. Les « *fuites* » qui évoquent un corps expéditionnaire pouvant compter jusqu'à 400 000 hommes ne sont sans doute pas exagérées. En mettant de côté les unités organiques et les forces destinées au contrôle des petites îles, elles impliqueraient le débarquement d'environ 25 divisions chinoises. Avec 15 grandes unités engagées dans des opérations de combat, le flux logistique se multiplie par cinq. Il faudrait alors fournir plus de 150 000 tonnes par jour.

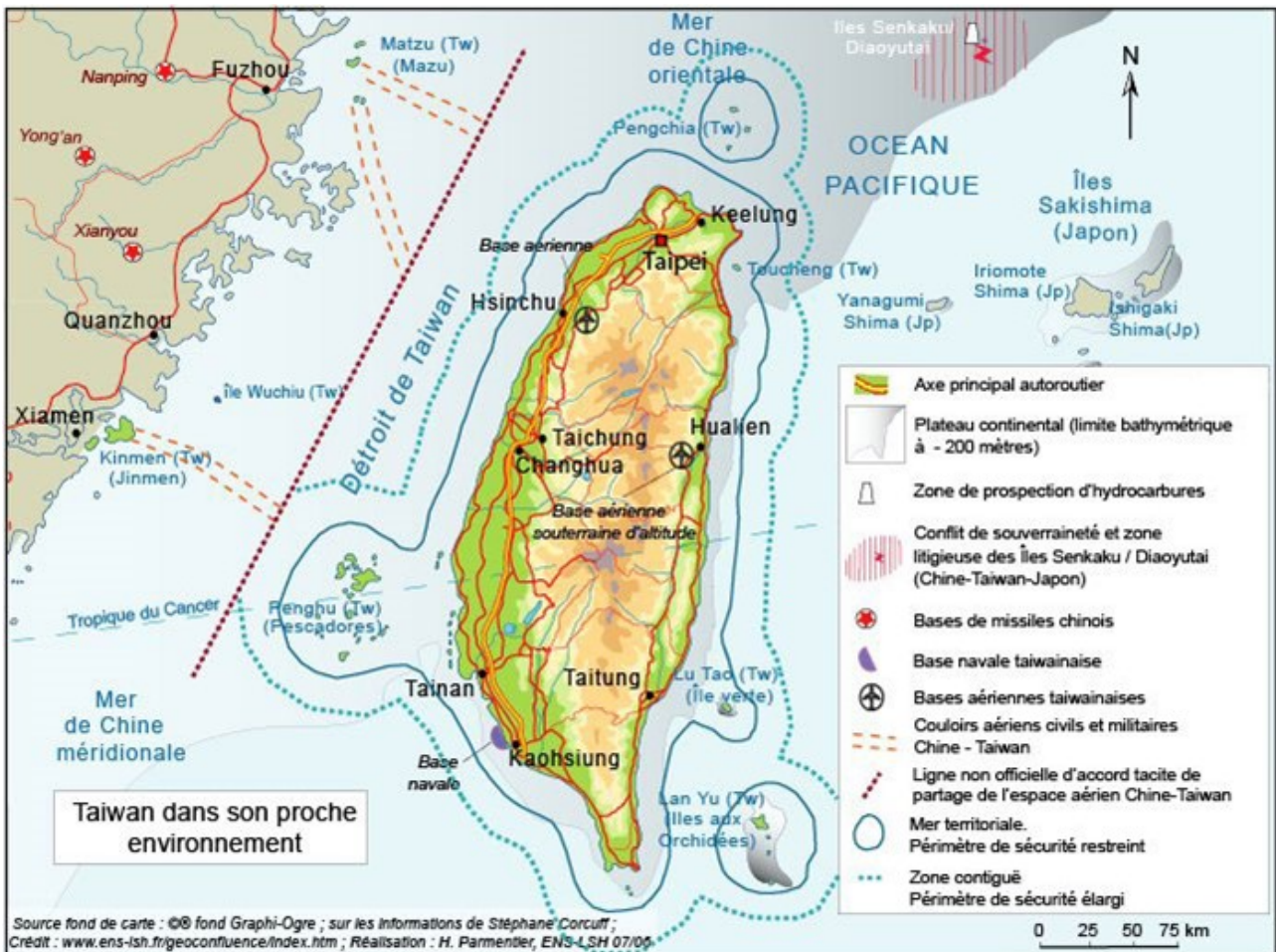
S'il ne fait pas de doute que la Chine est en capacité de générer ce flux sur ses côtes — 33000 tonnes représentent le dixième de la capacité quotidienne de Fuzhou ou le vingtième de Xiamen — la question du déchargement et de la répartition sur la tête de pont est autrement plus complexe, et suppose la capture rapide et en bon état d'une zone portuaire adaptée. Si la capacité de déchargement de Kaohsiung est largement suffisante (11 millions de containers par an, environ 600 000 tonnes par jour), sa prise pourrait se révéler compliquée du fait de l'étendue de la zone urbaine et des défenses côtières et navales très fournies dans la zone. L'alternative sur la côte occidentale, Taichung, ne dispose que d'une capacité quotidienne d'environ 90 000 tonnes : suffisant en phase initiale, à condition que les installations soient prises sans trop de dommages. Tout ce flux logistique s'entend, bien entendu, *sans perte significative du fait de l'adversaire* et donc impose de conserver très longtemps une domination aéromaritime qui empêche notamment les sous-marins taïwanais ou américains d'interférer avec les rotations des navires de transport, tout en limitant les bombardements des zones de déchargement par les forces de défense de l'île. En résumé, sur le plan strictement chiffré, on peut dire que « *ça passe* », mais sans aucune marge de perte ou d'erreur, ce qui n'est jamais très confortable en planification.

De leur côté, si les forces taiwanaises pourraient rapidement connaître des pénuries de

carburant, leur logistique serait simplifiée par la nature défensive de leurs opérations en terrain difficile : la consommation de munitions serait bien moindre. En revanche, elles ne pourraient sans doute pas compter sur un ravitaillement substantiel avant plusieurs semaines, devant se contenter de quelques vols de ravitaillement américano-japonais sur la côte est de de cabotage depuis les îles Sakishima.

## Trois scénarios

Les contraintes politico-économiques et les difficultés logistiques ayant été posées, on peut maintenant réfléchir à différents types d’action de la part de l’APL vers Taïwan. Trois scénarios de dégagent : le blocus prolongé, l’invasion en règle, et le « *coup de main* » politico-militaire. Chaque scénario a ses mérites, mais aussi ses limites.



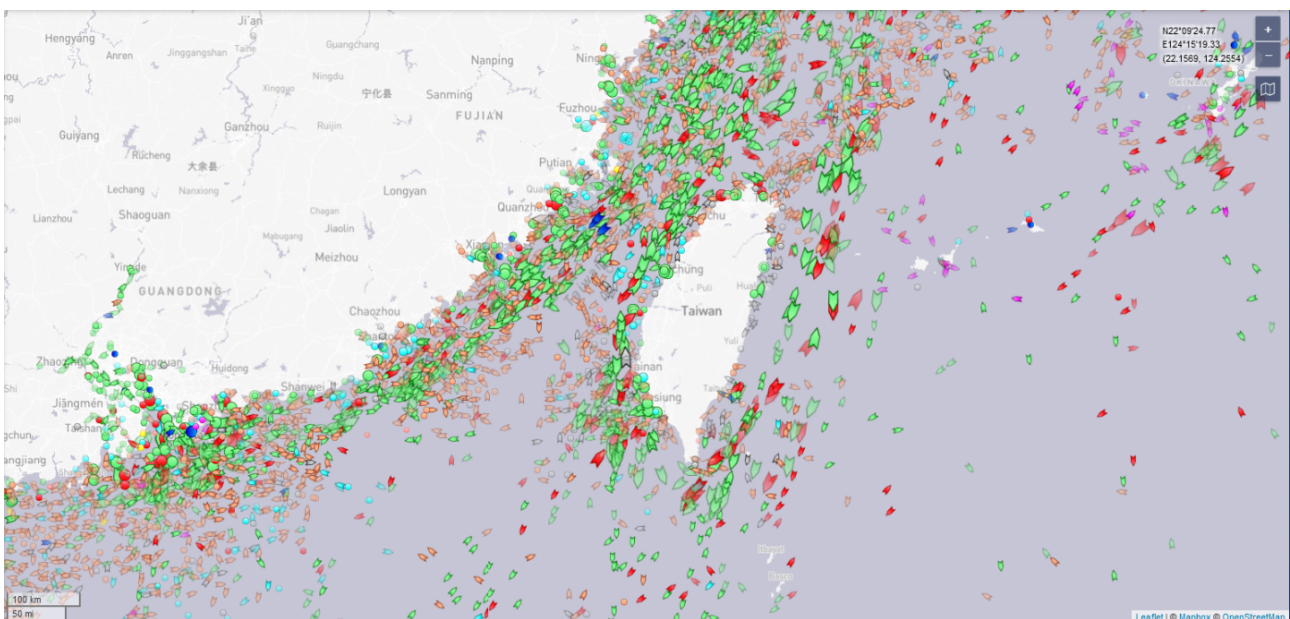
### Strangulation - « Anaconda 2022 »

Note : la référence est liée au plan « Anaconda » qui sert de base à la planification des opérations offensives de l’Union contre la Confédération pendant la guerre de sécession

*américaine de 1861-1865. Il s'agissait alors de prendre le contrôle des littoraux et voies navigables pour priver la Confédération de ses ressources maritimes, des importations d'armes et de nourriture et de stopper ses exportations de coton. Incidemment, le coton jouait un peu vis-à-vis de l'Angleterre le rôle des semi-conducteurs vis-à-vis des Etats-Unis aujourd'hui... Mais sans que l'Angleterre n'ait jamais donné de garantie formelle aux États sécessionnistes.*

L'idée d'un blocus prolongé, d'une strangulation progressive de l'île, est fréquemment évoquée comme un scénario probable, qui serait même déjà en cours. L'augmentation spectaculaire des effectifs milices navales paramilitaires chinoises et l'activisme naval et aérien dans les approches maritimes et aériennes de Taïwan suggèrent que la Chine se met en position de pouvoir contrôler toute entrée ou sortie de l'île et ainsi procéder à un « *filtrage* » de plus en plus resserré. L'idée générale serait de faire monter le niveau d'inconfort des populations de l'île, de leur faire comprendre que la vie sous le drapeau de la RPC serait quand même plus simple.

Mais passer de la « *nuisance* » au « *blocus* », même partiel, imposerait un engagement beaucoup plus important. L'idée serait premièrement de mettre en place un contrôle maritime et aérien très assertif qui ralentisse le trafic marchand international à destination ou en provenance de Taïwan, sous prétexte par exemple d'inspections liées à la répression d'activités illicites. Ce « *blocus par ralentissement* » serait concentré sur ce qui gêne les populations mais éviterait dans un premier temps les exportations sensibles, comme les semi-conducteurs. Il faut garder à l'esprit que le trafic marchand autour de Taïwan est très chargé et que sa perturbation aurait un effet important, y compris pour la Chine (voir ci-dessous, capture instantanée du 1<sup>er</sup> septembre 2021 sur le site *Marinetraffic*).



Le « *simili-blocus* » s'accompagnerait dans une deuxième phase de la capture symbolique des îles qui sont encore sous la domination de Taipei et sont suffisamment proches de la côte

continentale pour que leur défense par des moyens navals soit peu envisageable par Taïwan. Si la prise de Matzu et Kinmen pourrait se faire sans coup férir et sans possibilité d'opposition taiwanaise, les combats pourraient néanmoins être coûteux en termes d'image s'ils se prolongent et une opération de déception suivie de raids commando surprise serait préférable pour « *neutraliser* » les îles, plutôt qu'un assaut brutal qui s'accompagnerait de gros risques d'escalade.

L'idée derrière la prise de Kinmen serait de donner du poids à un « *ultimatum* » pour Taïwan : cédez maintenant, ou subissez étouffement économique et invasion. Outre qu'il donnerait à Taïwan même des arguments à la mouvance indépendantiste, le problème principal de ce scénario est qu'il laisse du temps – beaucoup de temps – à la communauté internationale et surtout à l'allié américain pour réagir. Vu l'engagement de longue date de Washington pour les opérations de « *liberté de navigation* », toute entrave au commerce maritime de Taïwan, même sans menace sur les semi-conducteurs, pourrait voir des navires et des avions américains escorter le trafic, tout en fournissant un « *sas médiatique* » pour préparer l'opinion américaine à un conflit. Et en cas de refus obstiné de Taïwan, la Chine serait face à un redoutable dilemme : abandonner et perdre la face, ou assumer l'escalade de l'invasion à grande échelle, face à un adversaire mobilisé, sur ses gardes, soutenu par ses alliés et disposant peut-être déjà de soldats et d'appareils américains sur l'île. Au fond, ce scénario ne pourrait fonctionner que dans l'hypothèse ou une administration américaine assumerait le « *lâchage* » de l'île, sur fond par exemple de tensions ailleurs (en Europe) et de situation intérieure très dégradée (un scénario « *prise du Capitole* » glissant vers la sécession de certains États).

### **Assaut - Opération « King Three »**

*Note : la référence renvoie à l'opération « King Two », l'invasion américaine de l'île de Leyte en octobre 1944, prélude à la reprise de l'archipel. En souhaitant s'y opposer, la marine impériale japonaise y livra – et perdit – la plus grande bataille aéronavale de l'histoire. Jusqu'à ce jour.*

Si Pékin a la volonté de mener un assaut en règle sur l'île de Taïwan, tout en tenant compte des contraintes que nous avons évoquées plus haut, le plus grand défi serait de le faire avec un temps de préparation très bref. Sans nier l'importance de la phase diplomatique qui doit permettre à la Chine d'invoquer un '*casus belli*' minimum justifiant son intervention, il faudrait néanmoins que la phase préparatoire soit aussi brève que possible. Or cette contrainte doit prendre en compte le fait que l'attaque sera forcément « *opportuniste* » : les meilleures chances de la RPC se situent lors des moments de blocage des processus électoraux américains, qu'il faut combiner avec une surveillance précise des rotations d'unités de l'*US Navy* dans le Pacifique. Une administration américaine de transition, éventuellement focalisée sur la phase judiciaire d'une élection présidentielle contestée ou de graves problèmes domestiques, serait moins encline à un soutien massif de Taïwan, surtout si les forces pré-positionnées dans le Pacifique semblent insuffisantes et que l'attaque chinoise est aussi puissante que soudaine.

Il faut souligner, par exemple, que la crise de la pandémie actuelle a fourni, brièvement, la meilleure fenêtre d'opportunité à la Chine depuis longtemps : les deux porte-avions nucléaires américains de la région étaient indisponibles, les bombardiers de Guam en voie de retrait et les

Etats-Unis étaient sous la vague de la Covid-19. Le groupe aéronaval chinois était d'ailleurs sorti « à l'est de Taïwan » et des incursions de drones non identifiés ont eu lieu au-dessus des quelques batteries de défense antibalistique THAAD américaines à Guam (ce qui suggère que trente ans de travaux sur la défense antibalistique pourraient être effacés par des drones à 1 000 dollars). On peut penser que la tentation a existé d'un coup de force. Mais la situation était, sur le plan militaire, encore incertaine pour l'APL, l'arsenal nucléaire encore insuffisant pour être *vraiment* dissuasif et le rapport de force dans le détroit sans doute insuffisant. On mesure ainsi quel « *alignement de planètes* » serait nécessaire pour lancer l'intervention.

Une fois le processus de concentration des forces amphibies lancé, sa détection par les satellites américains serait une question d'heures, au mieux de jours. Si l'Allemagne nazie avait disposé de satellites en orbite en 1944, elle aurait détecté les concentrations d'*Overlord* sans doute possible sur leur destination, ce qui aurait fait gagner un temps précieux pour la mise en alerte des réserves. Or il est peu concevable que la Chine prenne le risque de tirer sur des satellites américains pour couvrir ses concentrations *avant* un conflit ouvert même si, au dernier moment, une petite collision « *accidentelle* » bien ciblée peut priver l'adversaire de quelques heures de renseignement. Bien entendu, il serait possible de couvrir certains aspects de la concentration des forces chinoises par des « *maskirovka* » et/ou de monter un « *exercice* » (avec les Russes par exemple) pour justifier la mise à la mer d'un nombre important de bâtiments, mais il y a des limites à la crédibilité de tels paravents.

Une fois les forces d'assaut prêtes, la Chine devrait frapper massivement et soudainement les forces taiwanaises, neutraliser toutes les bases aériennes (sans doute au moyen de missiles balistiques et de croisière) et éliminer promptement les navires taiwanais dans le détroit, au terme de ce qui serait sans doute une bataille à la fois très violente et très brève, véritable suite d'échanges de pièces dans une partie blitz d'échecs. La marine de l'APL irait ensuite positionner ses forces de haute mer au large de la façade orientale de l'île, pour faire barrière à toute incursion étrangère, invoquant la « *souveraineté* » de la Chine et le traitement d'une question « *intérieure* ». La neutralisation des radars et des installations de guerre électronique de l'île serait préalable à la phase suivante, le black-out.

Même s'il est difficile de frapper Taïwan sans dégâts civils collatéraux, une des meilleures chances de succès rapide réside dans la paralysie des communications et de la distribution d'électricité. La neutralisation de nœuds critiques (transformateurs et relais) au moyen de drones ou de missiles porteurs de bombes au graphite peut permettre de « *couper le courant* » pendant quelques heures ou quelques jours, sans dommages définitifs. Un brouillage complet des communications de l'île (avec coupure des câbles sous-marins) complèterait l'attaque. Pour mémoire, les frappes au moyen de bombes au graphite BLU-114/B permirent aux américains de couper 90 % du réseau électrique irakien en 1991, puis 70 % du réseau serbe en 1999 (pour 24 heures). Une attaque chinoise bien ciblée pourrait sans doute couper au moins 50 % de l'alimentation électrique de Taïwan, en considérant son réseau plus moderne et mieux préparé à une frappe. Les forces aériennes neutralisées par une frappe massive, le commandement taiwanais rendu sourd, muet et aveugle, la population dans le noir, une opération de propagande massive serait lancée, avec diffusion de messages semant la confusion, et largage de parachutistes et de commandos.



Après les frappes initiales, l’idée de l’invasion « libératrice » serait assumée par Pékin et la mise à terre d’un important corps expéditionnaire inéluctable. Le concert des nations serait

stupéfié, les Occidentaux et les alliés asiatiques des Etats-Unis se « *consulteraient* » et il se passerait deux à trois jours, selon le calendrier avant une vraie « *réponse collective* », qui serait d'abord déclaratoire. Si l'administration américaine voulait agir de manière rapide, elle serait contrainte de le faire en « *sacrifiant* » des unités de manière symbolique, depuis Guam ou le Japon, sans garantie d'un effet militaire probant. Pendant ce temps, la « *première vague* » d'unités chinoises serait sur les plages de Taïwan, profitant de la désorganisation des forces de l'île pour tendre la main à ses unités aéromobiles avancées et sécuriser au plus vite la tête de pont.

À ce stade, la Chine se serait sans doute abstenue de frapper toute possession ou base américaine, japonaise ou sud-coréenne. Mais des « *attentats* », notamment au moyen de drones, ne seraient pas à exclure. Ils pourraient ainsi neutraliser les batteries de défense antimissiles des bases américaines, un bon moyen, à peu de frais, de faire passer un message de menace. Le vassal nord-coréen pourrait être invité par Pékin à mener quelque gesticulation, afin au moins d'immobiliser les forces de Séoul, sans pour autant entraîner un conflit réel. La course contre la montre serait lancée pour l'armée chinoise. On l'a dit, il faudrait dix jours à l'APL pour mettre à terre des unités terrestres de combat opérationnelles et élargir une tête de pont initiale. Mais les sous-marins de l'*US Navy* seraient déjà dans les eaux du détroit de Taïwan et il faudrait coûte que coûte les empêcher de torpiller les navires du flux logistique. La tâche anti-sous-marine serait néanmoins facilitée par la faiblesse de la profondeur du détroit et la proximité de la côte chinoise : la zone maritime serait saturée de bouées et de patrouilleurs utilisant des sonars actifs, rendant l'approche des SNA américains en petits fonds « *délicate* » (voire suicidaire). Au bout de deux ou trois jours de crise maritime, les bourses mondiales seraient déjà dans la tourmente en raison des paralysies du commerce maritime, comme l'a montré cette année l'obstruction du canal de Suez par l'*EverGiven*.

La capacité chinoise à intimider ses adversaires, notamment à menacer le gouvernement japonais en cas d'aide aux Américains, serait déterminante dans la suite des événements. Si l'*US Navy* parvenait à faire passer des unités terrestres rapidement sur Taiwan, l'affrontement au sol deviendrait politiquement beaucoup plus (trop ?) coûteux pour Pékin. Intimider le Japon, notamment via l'allié nord-coréen, pourrait conduire Tokyo à refuser que ses ports et aéroports soient utilisés par les Américains pour des opérations de soutien à Taïwan « *tant que la diplomatie n'a pas épuisé ses canaux* ». Si par une combinaison de démonstration de forces, d'intimidations des voisins, de brouillage et de dommages limités infligés à quelques navires américains (par des drones), l'*US Navy* était retardée, l'APL aurait du temps devant elle. Ce que rechercherait la Chine, à ce stade, serait moins le succès écrasant que le recul prudent des États-Unis, qui serait survalorisé auprès de Taipei : « *ils ne viendront pas pour vous, rendez-vous avant qu'il ne soit trop tard* ».

L'escalade qui pourrait résulter d'un échec de cette approche nous éloigne du caractère limité de cet article. En cas de résistance prolongée de Taïwan et d'intervention américaine soutenue par ses alliés, « *quoi qu'il en coûte* », la suite logique serait une bataille entre les groupes de porte-aéronefs américains qui, en force, viendraient ouvrir le chemin à un corps expéditionnaire pour relever l'île et se heurteraient aux forces navales et aériennes chinoises et aux frappes des missiles balistiques antinavires DF-21. Un affrontement aux proportions titanesques et qui, quelle qu'en soit l'issue, déboucherait sur un conflit aux limites incertaines,

sur un « *autre monde* ».

Quelle que soit la décision américaine, les opérations terrestres se concentreraient initialement sur la grande plaine occidentale de l'île, qui est barrée de nombreuses « *coupures humides* ». La capacité de l'APL à contrôler le « *pays utile* », les zones urbaines et les zones industrielles seraient dépendantes de sa capacité à s'en emparer sans trop de dommages humains et matériels, ce qui requiert un très haut niveau de maîtrise des opérations combinées qui n'est actuellement pas certain de la part des troupes au sol chinoises. La capitale, Taipei, est un objectif à la fois politique et économique. Située dans un cirque naturel, la ville est difficile à attaquer par des forces de manœuvre et ferait sans doute l'objet soit de tentatives initiales d'assaut par surprise (des troupes dissimulées dans des porte-conteneurs et des commandos arrivant en avions civils par exemple), soit de tentatives ultérieures d'encerclement. Ayant placé les instances gouvernementale proche des usines de semi-conducteurs et de deux réacteurs nucléaires, le pouvoir taïwanais est à l'abri de bombardements de décapitation trop hasardeux. Et pour l'image du régime chinois, à l'international comme à l'intérieur, il faudrait à tout prix éviter un scénario de combat urbain prolongé et sanglant avec de nombreuses pertes civiles.

Si l'ensemble des opérations de haute intensité pourrait (et devrait — risques de renforts américains oblige) être terminé en moins de quinze jours, la sécurisation complète de l'île pourrait prendre des mois si les forces armées locales refusaient d'accepter leur défaite : la grande moitié orientale de l'île est constituée de terrain montagneux couvert de végétation, très propice à des opérations de guérilla. L'APL pourrait mettre jusqu'à une année pour établir un contrôle complet, en devant engager plus d'un million d'hommes sur l'île. Bien entendu, la « résilience » des défenseurs et des populations locales serait étroitement liée au comportement américain.

Sur le plan politique, la conquête d'une île de 25 millions d'habitants serait difficile à faire accepter à la communauté internationale. Bien que paralysant le Conseil de Sécurité des Nations Unies par son droit de veto, Pékin ne pourrait empêcher la condamnation morale de l'Assemblée Générale des Nations Unies, et devrait affronter de nombreuses sanctions économiques ainsi que l'effondrement de son crédit diplomatique. Ce pourrait être le meilleur moyen de « pousser » d'autres nations dans les bras des Etats-Unis, surtout si une intervention américaine parvenait à freiner la conquête, par exemple en neutralisant le ravitaillement naval et aérien de la tête de pont de l'APL. Les risques seraient sérieux par exemple d'opportunisme indien dans l'Himalaya.

Economiquement, l'entreprise serait au mieux ruineuse, au pire catastrophique : selon les destructions infligées aux industries locales, Pékin pourrait bien ne récupérer qu'un champ de ruines. Le marché mondial des technologies de pointe serait désorganisé par des combats prolongés, les embargos, le détournement du trafic maritime et l'arrêt des usines taïwanaises. S'il ne fait pas de doute que, militairement, les forces de l'APL prévaudraient et que l'opération serait un gros « *coup* » patriotique pour Pékin, les pertes pourraient être très sévères, et les conséquences économiques à moyen terme pourraient au contraire causer bien des problèmes internes, qui devraient être gérés par le régime. Le durcissement induit par les politiques répressives ne ferait que polariser un peu plus la situation politique de la Chine et accroître son

« *splendide isolement* ».

Enfin, les risques d'escalade militaire ne sont pas à sous-estimer. Il serait en effet très « *coûteux* » pour les États-Unis de laisser Taiwan à son sort. Tout le système d'alliances américaines par garantie de sécurité serait remis en question par l'hésitation de Washington et, comme le Royaume Uni en 1914 qui « *garantissait* » l'indépendance belge, les États-Unis pourraient se retrouver contraints d'intervenir pour préserver la crédibilité de leurs alliances, même si leurs intérêts immédiats n'étaient pas en apparence menacés. Paradoxalement, un succès militaire chinois contre les forces américaines, par exemple par la destruction d'un porte-avions de l'*US Navy*, pourrait amorcer un cycle d'escalade qui conduirait à l'emploi d'armes nucléaires, d'abord en mer puis, peut-être, contre des objectifs au sol. Si le pire n'est jamais certain, il n'est jamais à exclure.

À long terme, la Chine aurait « *trouvé* » son unité territoriale, mais sa situation internationale serait dégradée. Quelle qu'ait été l'attitude américaine, il y a fort à parier que le Japon et la Corée du Sud resserreraient leurs rangs, renforceraient leurs défenses et se retireraient du Traité de non-prolifération (TNP) pour engager un programme nucléaire militaire, seul à même de garantir leur intégrité territoriale, surtout si l'allié américain a fait défaut d'une façon ou d'une autre.

On le voit, un tel scénario, la « *grande conquête par la force* », est à la fois militairement hasardeux, coûteux politiquement et économiquement, et pourrait contribuer à faire échouer Pékin dans l'affirmation mondiale de sa puissance. Mais il ne constitue pas le scénario le plus probable. Tout au plus faut-il considérer que la Chine se résoudrait, parce qu'elle en a les moyens, à une telle option si elle n'en avait en apparence plus le choix. Si elle était, par exemple, confrontée à une déclaration d'indépendance de l'île reconnue par une partie de la communauté internationale dont les États-Unis.

Mais il y a d'autres façons de « *remporter la victoire* », si possible sans combattre. C'est probablement le scénario de reconquête privilégié par Pékin : le retour dans le giron de la Mère patrie, sans tirer (ou presque) un coup de fusil, sans désorganiser l'économie mondiale et sans ruiner la réputation de la Chine en Asie. Numéro d'équilibriste, mais pas complètement impossible.

### **Subversion - Le « *Printemps de Taipei* »**

*Note : la référence renvoie au « *Printemps de Prague* » et à la prise de l'aéroport de la capitale tchécoslovaque par l'Armée rouge, au terme d'une opération spéciale très bien exécutée. Même si l'invasion de la Tchécoslovaquie elle-même mobilisa un nombre considérable de forces (d'avantage de blindés - 5000 - que l'invasion allemande de l'URSS en 1941), la prise de l'aéroport de Prague et la paralysie de la capitale tchèque montrèrent la subtilité de l'approche soviétique.*

Gagner sans combattre est un paradigme plutôt valorisé dans la conception militaire chinoise, ainsi que dans les conceptions russo-soviétiques qui ont eu beaucoup d'influence sur l'APL. La déception et la ruse (*maskirovka*), les opérations paramilitaires, sous faux drapeau, l'usage de *proxies* et de méthodes « *asymétriques* » sont et seraient certainement utilisées avec

beaucoup plus de facilité par la Chine que par des Occidentaux qui ont un *ethos* guerrier encore très manichéen, séparant clairement civils et militaires, guerre et paix, moral et immoral.

Dans ce scénario, il ne s'agirait pas de « *prendre par la force* », mais de faire basculer l'île par une opération d'influence à l'image de celle menée par la Russie en Crimée ou au Donbass. Même si, s'agissant de Taïwan, les difficultés sont plus grandes et les enjeux plus importants.

Là encore, il faut trouver « *le bon moment* » pour ne pas risquer une intervention américaine immédiate. La coordination avec les puissances « *amies* » de Pékin prend tout son sens dans une logique de crise devant rester sous le seuil du conflit ouvert : il est plus facile d'obtenir de Téhéran ou de Moscou une gesticulation qu'une promesse d'intervention armée. La crise pourrait permettre à chacun de « *pousser* » son avantage en submergeant les Occidentaux sous les crises. Tout en choisissant un moment de crise politique intérieure aux États-Unis, la Chine devrait obtenir de ses alliés un essai nucléaire nord-coréen, une avancée ostensible du programme nucléaire iranien, une tension majeure autour de l'Ukraine ou des pays Baltes, une action provocatrice de la Turquie en Méditerranée... Les élections américaines de fin 2024 seraient sans doute propices. Les prochaines élections présidentielles et législatives à Taïwan se dérouleront au début de 2024 : quel que soit le résultat des urnes, la campagne d'influence de Pékin devrait commencer autour de cette date.

L'idée de ce scénario n'est pas de trouver un « *casus belli* » pour faire la guerre, mais bien de pouvoir, au moins pour la forme, justifier une intervention chinoise « *humanitaire et salvatrice* » sur l'île, face à un pouvoir local *discrédité*. Cela exclut le scénario classique de montée des tensions militaires avec incident plus ou moins provoqué et représailles. Au lieu de ce schéma militaire peu utile, Pékin aurait intérêt à mener une campagne de déstabilisation sur l'île elle-même. Les récentes tensions sur l'eau potable de l'été 2021 pourraient fournir un angle d'approche utile : face à une population privée d'eau potable, les usines de semi-conducteurs, grosses consommatrices, seraient sans doute toujours prioritaires. Si Pékin parvenait à faire saboter quelques parties du réseau de distribution en période de tensions et à le coupler avec des pénuries électriques en période forte chaleur, la rhétorique serait facile vis-à-vis des populations : « *on vous sacrifie pour les GAFAM et les intérêts américains* ». L'arrivée — par mer — d'eau douce chinoise et d'un câble électrique du continent serait une bonne opération en même temps qu'un très utile « *pied dans la porte* ».

En apparence « *réponse* », l'organisation de manifestations pro indépendantistes (par Pékin), l'agitation antichinoise et de faux attentats contre les intérêts et les personnels de la RPC pourraient permettre de faire monter la pression sur le gouvernement de Taipei, sommé de s'expliquer sur cette dérive, tout en étant vilipendé pour sa mauvaise gestion. La saturation des réseaux sociaux de l'île de *fake news* et des cyberattaques massives sur les médias locaux pourraient permettre de maintenir les Taïwanais dans le doute et l'incertitude. Dans le même temps, Pékin multiplierait les déclarations rassurantes vers la population de l'île. Bien entendu, pour que les États-Unis n'aient pas le temps de réagir, tout devrait aller très vite : les cyberattaques suivraient le premier attentat « *anti chinois* » de quelques heures. Une paralysie du trafic aérien de l'île par la combinaison de cyberattaques serait alors suivie de la phase « *praguoise* » de l'opération, initiée pendant un moment de flottement aux États-Unis suite au

recomptage des voix dans plusieurs *swing-states*.

Dans la nuit du 20 au 21 août 1968, les forces aériennes soviétiques s'emparèrent très rapidement de l'aéroport de Prague, alors que l'invasion de la Tchécoslovaquie commençait à peine. Agents en civil, *spetnaz* et parachutistes saisirent l'aéroport, l'aérogare, des points clef de la capitale, semant la confusion dans la capitale tchèque. Une telle intervention chinoise, à partir de passagers « *anodins* » débarqués en civils quelques jours avant l'intervention et munis d'armes entrées illégalement dans des containers au port de Taipei pourrait parvenir au même résultat. L'intervention jouerait au maximum sur la confusion : proclamation d'indépendance fictive, appel au calme de la RPC, rumeurs de fuite des dirigeants, appel à déposer les armes, piratage des installations militaires taiwanaises, faux ordres et contre-ordres... Tout serait mis en œuvre pour semer la confusion, faire douter du caractère belliqueux de l'action chinoise. La capture — rapide — de la plupart des membres du gouvernement taiwanais (ou leur élimination discrète) serait une des actions les plus urgentes à mettre en œuvre. Alors que dans un conflit classique les dirigeants sont épargnés pour pouvoir négocier, la reprise de Taïwan s'accommoderait très bien de leur « *disparition* ». Pour compléter la confusion, l'île pourrait être plongée dans un black-out partiel, par exemple au moyen de drones munis de bombes au graphite, lancés par des navires de pêche chinois.

Le président Xi Jinping n'aurait plus qu'à, la main sur le cœur, « *se résoudre à intervenir pour aider la population taïwanaise et rétablir l'ordre* ». Tandis qu'elle torpillerait toute résolution des Nations Unies pour une intervention multilatérale, la Chine inviterait des observateurs « *internationaux* », russes ou pakistanais, et déploierait très rapidement quelques brigades légères dotées de très importants moyens de « *sécurité civile* », en profitant de ses « *bases humanitaires* » établies pour assurer le ravitaillement en eau et électricité. Dans le même temps, la flotte auxiliaire chinoise ceinturerait l'île, tandis que les forces de haute mer de l'APL se concentreraient sur des opérations « *humanitaires* ».

À ce stade, la confusion pourrait être importante à Washington, toujours dans le doute vis-à-vis des réelles intentions de Pékin ou de la situation sur l'île. L'administration américaine de transition, submergée de fausses nouvelles, hésiterait à s'engager dans un conflit hasardeux. Les réseaux de communication étant « *noyés sous le bruit* », les appels à l'aide de l'île rendus inaudibles à l'opinion mondiale.

Finalement, en huit jours, le drapeau rouge flotterait sur Taipei, tandis que la province serait proclamée « *revenue dans la mère patrie* » et les usines de semi-conducteurs remises au travail. Serait-il vraiment crédible pour les États-Unis d'assumer une offensive à ce stade ?

Bien entendu, se résoudre à « *constater de facto le succès chinois* » serait un coup dur pour Washington, autrement plus « *coûteux* » sur le plan de la crédibilité américaine que le départ de Kaboul. Il faudrait alors que la diplomatie chinoise, loin d'humilier les États-Unis, fasse tout pour leur donner des gages, négocie un départ à l'amiable des intellectuels taiwanais et donne de solides garanties sur le fonctionnement de TSMC, tout en « *saluant* » le rôle « *stabilisateur* » de Washington pendant la « *longue période ayant précédé la réunification* ». Humilier les États-Unis exposerait Pékin à un sursaut d'orgueil américain qui ne serait plus dans l'intérêt de personne. Convoquer l'ombre de Nixon et Kissinger pour rétablir le pont trans-pacifique « *maintenant que le dernier problème est réglé* » serait plus prudent.

On en conviendra, un tel scénario, digne d'un techno-thriller, suppose une maestria hors norme dans la gestion des opérations d'influence et de déception. Mais est-il vraiment plus compliqué et douloureux à assumer pour la Chine qu'une invasion en règle ? En outre, il présente le mérite d'être moins couteux en cas d'échec. Moins couteux en moyens et moins couteux en image, puisque jusqu'à la « *dernière minute* », Pékin ferait planer le doute sur ses intentions, s'indignant d'une agressivité taiwanaise inventée, d'une incompétence des autorités de Taipei, ne changeant rien à ses habitudes, ne mobilisant presque aucune force militaire de débarquement, et attirant l'attention du monde sur d'autres crises, ailleurs.

## Conclusion : quels enseignements pour les Européens ?

Au travers de ces trois scénarios, l'objectif de cet article était de faire prendre conscience des difficultés politiques, économiques, logistiques et militaires de la « *soumission* » de Taïwan, qui n'est pas une « *simple conquête* ». Il s'agit d'aider le lecteur à sortir du piège du « *rapport de force* ». L'étude du rapport de force est utile, car la supériorité militaire nette est une condition nécessaire à la conquête. Même en cas de scénario de « *soumission par la ruse* », le pouvoir taiwanais pourrait vouloir tenter de se battre si le rapport de force était très défavorable à la RPC. Mais s'il est nécessaire, le rapport de force n'est pas suffisant. Et ce n'est pas parce que Pékin dispose maintenant des moyens nécessaires à la victoire que tous les autres paramètres sont devenus sans importance. Au contraire. Maintenant que l'intervention est « *possible* » sur le plan militaire, elle n'en devient que plus compliquée car la RPC entre dans l'ère du « *comment* ». Ce qui change aussi, en 2021, c'est l'émergence de nouvelles capacités militaires qui, sans remplacer les anciennes, les complètent : les drones armés, les munitions rodeuses et les missiles balistiques conventionnels, les cyberattaques ou les opérations antisatellites n'ont pas remplacé les porte-avions et les brigades de chars. Mais ces capacités complexifient les opérations et créent de nouvelles opportunités, qui permettent notamment de rendre plus fortes les opérations indirectes, la déception et les *maskirovka*. La construction par la Chine de porte-avions et de missiles balistiques est importante. Mais la vase flotte « *auxiliaire* » et les essaims de drones le sont tout autant.

On l'aura compris, l'auteur ne croit guère à la grande opération amphibie de vive force. Pékin aurait trop à y perdre et pas grand-chose à y gagner. Et c'est bien mal comprendre le pouvoir chinois que de penser qu'il voudrait assumer une guerre directe et frontale contre les États-Unis. Plus que jamais, gagner sans combattre est hautement désirable. Du point de vue chinois, il faut récupérer Taïwan *et en même temps* conserver des liens économiques avec Washington, le temps que la puissance américaine s'efface d'elle-même, le temps que la Chine devienne « *mécaniquement* » la puissance dominante. C'est difficilement compatible avec la destruction des porte-avions américains par des missiles *DF-21* et le risque nucléaire induit, « *juste* » pour récupérer une île ne représentant que 1,7 % de la population de la Chine.

L'analyse qui précède ne se limite pas à un exercice intellectuel : elle est porteuse d'enseignements utiles pour l'élaboration d'une position européenne vis-à-vis de Taïwan. Il n'est objectivement dans l'intérêt de personne qu'un conflit de grande ampleur éclate en Asie.

Si les deux parties désirent aller d'un commun accord dans un processus de réunification, nul ne saurait s'y opposer. Mais d'un autre côté, les Européens devraient être clairs sur le fait que la résolution *par la force* du désir de réunification de la RPC serait extrêmement couteuse pour Pékin. Même en l'absence d'implication européenne militaire directe, les Européens peuvent peser sur la situation : en déployant des moyens de renseignement dans la zone, en maintenant une présence navale proche et en développant des liens diplomatiques et surtout économiques avec Taïwan, il est possible de faire monter mécaniquement le « *coût d'entrée* » d'une réunification par la force et d'en diminuer l'opportunité. De même, en aidant le gouvernement taïwanais à sécuriser ses installations contre les cyber attaques ou les brouillages, en améliorant l'autonomie de l'île en eau et en participant à ses flux d'approvisionnement, on diminue sa vulnérabilité, sans livraison d'armes. Ceci bien sûr ne devrait pas empêcher les Européens de réinvestir le champ des semi-conducteurs. Alors qu'ils produisaient environ 40 % des puces électroniques en 1990, les industriels européens ne représentent plus que 9 % du marché en 2021. Réduire la prépondérance de Taïwan dans ce domaine *sans pour autant dépendre d'importations de la RPC* participerait à la stabilité stratégique.

Enfin, il conviendra d'être particulièrement vigilant au phénomène de « *porte qui se ferme* » : tant que Pékin accroît son avantage militaire apparent, la RPC ne ressent paradoxalement pas l'urgence d'une intervention, les choses allant de mieux en mieux. Mais lorsqu'un moment d'inversement de tendance sera perçu, la tentation sera grande d'intervenir « *avant qu'il ne soit trop tard* ». Ce moment d'inversion de tendance qui donne dans l'esprit des dirigeants l'impression d'une porte qui se ferme définitivement a été au cœur des décisions de guerre de l'Allemagne en 1914 ou du Japon en 1941. Il est autrement plus dangereux que la discutabile « *trappe de Thucydide* ». Le renforcement des capacités militaires de l'île ne doit pas se faire au détriment d'une certaine ambiguïté stratégique qui, paradoxalement, permet de maintenir le flou sur les fenêtres d'opportunité et de maintenir une stabilité de long terme.

**Stéphane AUDRAND**

---

#### **NOTES :**

1. Le raid de Dieppe de 1942 doit être considéré comme ce qu'il était : un raid, sans volonté ni capacité d'obtenir une maîtrise absolue des espaces aéromaritimes pendant l'opération ni d'exploiter une tête de pont. Il n'était pas question d'arrivée en échelon d'un corps expéditionnaire, mais d'un assaut direct sur une position portuaire défendue, depuis la mer. « *Trop gros pour un raid commando, trop petit pour un débarquement* ».
2. <https://www.vesselfinder.com/news/8104-ARC-loads-Army-Unit-on-Three-Vessels-in-Texas>
3. *Utah Beach to Cherbourg (6 June - 27 June 1944)* ; Washington, Center of military history - U.S. Army, 1990.
4. Air Force Logistics Management Agency : *The Logistics of War, a historical perspective* ; Air Force Journal of Logistics, Maxwell AFB, 2000, Air Force Logistics Management Agency, 200p.